

*La **Société civile des auteurs multimedia** rassemble réalisateurs, auteurs d'entretiens et de commentaires, écrivains, traducteurs, journalistes, vidéastes, photographes et dessinateurs. Ces créateurs font la richesse documentaire de la radiophonie, de l'audiovisuel et des nouveaux médias. La Scam les représente auprès du législateur, des producteurs et des diffuseurs. Elle discute, collecte et répartit leurs droits patrimoniaux, affirme leur droit moral et négocie leurs intérêts futurs. La Scam est au 5, avenue Vélasquez. F-75008 Paris. Téléphone **01 56 69 58 58** Fax 01 56 69 58 59 www.scam.fr

Scam*

Communiqué

Paris, le 9 juillet 2008

Réunie ce jour, la commission des journalistes de la Scam publie le communiqué suivant :

En quoi retirer au journaliste son droit d'auteur est-il moderne ?

Décidément il est de plus en plus difficile d'être journaliste en France. Après la menace que fait peser sur l'ensemble de la profession, le projet de loi sur la protection des sources, après les menaces qui pèsent sur l'indépendance de plusieurs rédactions dont celles de France Télévisions... trois sénateurs UMP - Louis de Broissia, Jacques Valade et Catherine Dumas - ont déposé un amendement visant à instaurer une cession automatique des droits d'auteur des journalistes au profit de l'éditeur.

Cette conception de la modernisation révèle la volonté d'une mise au pas des journalistes, considérés comme des scribes.

Pendant deux ans, en présence de la Scam et de la Saif, les journalistes professionnels et les éditeurs de presse écrite ont élaboré un texte véritablement moderne, transmis à la DDM et au ministère de la Culture, faisant des propositions pour adapter la gestion des droits d'auteur des journalistes à l'univers numérique.

La qualité d'auteur des journalistes ET donc leur rémunération en droit d'auteur NE SONT PAS NEGOCIABLES, ni aujourd'hui, ni dans le cadre des futurs états généraux de la presse. Ce n'est pas en s'attaquant au statut et à la rémunération des journalistes que la presse trouvera son nouveau modèle économique.